

Nouvelles locales du mercredi 15 janvier 2014

@rib News, 15/01/2014 | Politique - L'ancien député du Burundi au sein de la communauté est-africaine estime que les discours contradictoires qui se font entendre entre le parti Uprona et le gouvernement au sujet de la loi sur la CNTB ne devraient pas avoir lieu. Selon François Bizimana (photo), les membres d'un même gouvernement ne devraient pas diverger sur une loi qui propose par le gouvernement dont ils font partie et dont ils sont censés suivre le programme. Selon lui, la solution est double : soit le parti Uprona doit suivre comme un mouton le programme du gouvernement sans se lamenter et en assumer ainsi toutes les conséquences ou soit craquer la porte de ce gouvernement et dénoncer cette politique tout en échappant toute responsabilité en cette matière. [bonesha]

- Les étudiants réunis au sein du parti Uprona ont sorti un communiqué de presse ce mercredi pour dénoncer les propos tenus par le groupe parlementaire CNDD-FDD contre le président du parti Uprona. Dans ce communiqué, ils affirment que les députés du CNDD-FDD sont en train de défendre la position du gouvernement sur la question foncière et usent ainsi de tous les moyens afin d'en tirer profit surtout lors des élections de 2015. De ce fait, ils estiment que ces députés veulent salir la réputation de leur confrère député Charles Nditije président de l'Uprona qui fait toute déclaration par compte de sa formation politique. Ils leur demandent d'être sages et de regarder l'intérêt de tous les Burundais.

[isanganiro]- Lors de la présentation des réalisations du ministère de l'Intérieur pour l'exercice 2013, le patron du ministère a tenu à rappeler que tous les partis politiques ne remplissant pas les exigences légales seront rayés de la liste. Edouard Nduwimana a précisé que la demande qu'il a faite au prés de la cour constitutionnelle est soutenue par tous les partis politiques qui désirent voir le nombre de ces derniers diminuer puis que cela a été convenu entre eux au mois d'octobre 2013. Il ajoute également que des enquêtes vont continuer à l'intérieur du pays afin de se rendre compte de la réalité et d'autres mesures contre d'autres partis politiques seront prises. Il demande quiconque parmi les politiques d'être visés, qui se sentirait lésés, de présenter son rapport d'activités à la cour constitutionnelle qui a compétence par le ministre afin qu'elle confronte les arguments avancés par chaque partie. [rpa/rtnb/bonesha/rtr/isanganiro]-

Alors que le Burundi célèbre ce vendredi le 49^{ème} anniversaire de l'assassinat du Premier ministre de la République Burundi, le parti MSP Inkinzo trouve que les réalisations de Pierre Ngendandumwe sont nombreuses pour le pays et de ce fait sa mémoire devrait être honorée. Il trouve également que la journée du 15 janvier devrait être chômée et payée afin de montrer que tout le peuple et son gouvernement sont reconnaissants envers la bravoure de cet homme. Il demande aussi que la justice soit rendue afin que ses assassins et les motifs de cet acte soient connus. [bonesha]

Economie - L'Office Burundais des Recettes annonce que même si lors de l'exercice 2013, les recettes devraient augmenter de 12% par rapport à l'année 2012, il y a eu une perte de plus de 30% suite surtout à l'incendie du marché Bujumbura qui a occasionné la baisse des importations. De même, cette baisse a été aussi due à des exonérations accordées à certains importateurs. Dans un café de presse ce mercredi, le commissaire Chantal Ruvakubusa a précisé aussi que le domaine minier est contenu dans la loi budgétaire de 2014 et que de ce fait, ce domaine va apporter des entrées à la caisse. Mais, elle déplore le fait qu'il n'y a pas d'exploitation industrielle en ce domaine et cela est cause d'un manque à gagner au Trésor Public. Elle a tout de même annoncé que l'OBR entend récolter plus de 660 milliards de nos francs lors de l'année qui commence et la plupart de cet argent viendra des recettes internes.

[rpa/bonesha/rtr/isanganiro/rtnb] | Sécurité - Une personne a été tuée poignardée sur la colline Mwico de la commune Kanyosha dans la province Bujumbura la nuit de ce mardi à mercredi. Cette information a été confirmée par sa famille et l'administration. Les causes, les circonstances ainsi que les auteurs de ce forfait ne sont pas encore connues et la police précise qu'elle a déjà commencé des enquêtes à ce sujet. [rtnb/rpa] | Education - Le ministère de la Fonction publique s'insurge contre les propos des syndicats du domaine de l'enseignement qui viennent d'annoncer qu'ils vont obtenir chaque mois un arrêt de travail de trois jours. Selon Annonciate Sendazirasa, non seulement cette pratique va diminuer le rendement sur terrain, mais surtout, les enseignants se verront leur salaire amputé des jours non prestés conformément à la loi. Elle demande plutôt aux syndicats de continuer à dialoguer avec le gouvernement comme cela se fait comme d'habitude afin de trouver des solutions aux problèmes qui surgissent. Elle assure aussi que cette pratique de grever devra plutôt faire perdre aux enseignants ce qu'ils prétendraient sauver. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] | Justice -

Une personne a été arrêtée dans la ville de Gitega pour avoir escroqué des personnes à qui elle demandait une somme variant entre 100.000 et 281.000FBu dans l'espoir de leur donner du travail dans une coopérative dénommée COSAB. Selon les victimes de Ndihekubwayo Georges, une somme de 15.000FBu moyennant un reçu était donnée comme frais d'adhésion à cette coopérative. Selon les dires de cet escroc, les chômeurs devraient aussi bénéficier du travail de cette coopérative et certains étaient même au courant du salaire qu'ils allaient toucher. Le conseiller économique du gouverneur de Gitega fait savoir qu'entre 300 et 500 personnes avaient déjà été escroquées et qu'une somme de 100.000.000FBu avait déjà été récoltée par cet escroc. Il demande à la population d'être vigilante puisque de nombreuses personnes sont en grand nombre actuellement dans cette province. La personne arrêtée est entre les mains de la police et subit des interrogatoires à ce sujet. [bonesha/rtnb] | Société -

Les étudiants des Universités tant privées que publiques ayant des familles dans les sites de déplacés intérieurs ont adressé une correspondance à la section des Droits de l'Homme au sein de la représentation des Nations Unies au Burundi pour faire part de leurs inquiétudes sur la façon dont les déplacés intérieurs sont en train d'être traités par différentes autorités dans le pays. Dans cette correspondance, ils rappellent que les déplacés intérieurs sont des rescapés du génocide perpétré contre eux en 1993 et constatent que le gouvernement est en train de violer les droits et libertés qui leur sont reconnus suite aux différents instruments juridiques internationaux que le Burundi a ratifiés. Ils citent les déceptions contre certains enseignants du site de Ruhororo dans la province de Ngozi suite à des montages. Ils citent également le fait de vouloir les forcer de rentrer chez eux contre leur gré alors qu'ils ne se sentent pas en sécurité. Ainsi, ils demandent au responsable de cette section d'aider dans la libération des personnes incarcérées et que les sites de déplacés soient considérés tous de la même manière. En outre, ils veulent la suspension de la mise en application des recommandations du gouverneur de Ngozi en ce qui est du

site de Ruhororo ; que les personnes qui ont commis le gÃ©nocide soient punies et que les victimes soient rÃ©habilitÃ©es dans leurs droits. [rpa/bonesha]